



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

NON à la dispersion organisée !

OUI à l'unité des luttes ouvrières



OUVRIERS,

C'est à un véritable travail de sappe de votre combativité et de déboussolement que se livrent depuis plusieurs semaines contre vous l'ensemble de la gauche et en particulier, ces derniers temps, la CGT. Malgré cela votre colère reste intacte et elle est plus que jamais légitime.

DEPUIS 2 MOIS, VOUS AVEZ MANIFESTE VOTRE MECONTENTEMENT ET VOTRE COMBATIVITE COMME CELA N'AVAIT PAS ETE LE CAS DEPUIS BIEN LONGTEMPS.

Mais surtout jamais comme en ce début d'automne, les conditions n'avaient été autant réunies pour que vous exprimiez massivement avec force et dans l'unité votre volonté de lutter :

- d'un côté, jamais depuis des années le ras-le-bol contre l'austérité n'avait été aussi fort et généralisé ;

- d'un autre côté, les appareils de contrôle de la paix sociale que sont les syndicats se trouvaient dans une situation de discrédit jamais vue.

Et c'est ce qui s'est manifesté au début de la lutte dans le secteur hospitalier, quand plus de 60.000 personnes se sont retrouvées dans la rue lors de la manifestation du 6/10, quand les premières assemblées générales ont montré une réelle vie ouvrière, quand de nombreux ouvriers de tous secteurs s'y retrouvaient.

Cette lutte était alors l'expression non seulement d'une volonté d'en découdre, commune à l'ensemble de la classe ouvrière, mais aussi de la méfiance générale vis-à-vis des syndicats et de la compréhension qu'on ne peut se battre réellement qu'en dehors d'eux.

OUVRIERS,

Malheureusement cette lutte dans les hôpitaux a aussi et surtout montré que la bourgeoisie avait une grande capacité de manoeuvre et que la classe ouvrière faisait preuve de beaucoup de naïveté. C'est ce qui a fait trébucher le mouvement des hospitaliers, c'est ce qui vous a conduit à la situation de déboussolement actuelle.

LA BOURGEOISIE, ELLE, S'ETAIT PREPAREE DE LONGUE DATE A CETTE SITUATION qu'elle savait inévitable et périlleuse. Depuis le printemps dernier, le PS, la CFDT et les gauchistes de LO et de la LCR mettaient en place UNE STRUCTURE PREFABRIQUEE, LA "COORDINATION INFIRMIERE", destinée à combler le vide laissé par des syndicats discrédités. Ils sont passés à la 2ème phase en septembre, en déclenchant la lutte prématurément et de surcroît dans un secteur -celui des infirmières- sans expérience de lutte et très marqué par un esprit corporatiste et étroit.

C'est la "coordination" préfabriquée qui a déclenché la grève et qui s'est auto-proclamée dirigeante et expression de la lutte. D'ailleurs, quelques jours à peine après le début de la grève en région parisienne, alors qu'en province il y avait très peu d'hôpitaux en lutte, elle s'est attribuée le titre de "coordination nationale" prétendant ainsi représenter des luttes qui n'existaient pas encore, des ouvriers qui ne lui avaient rien demandé.

Elle affirmait centraliser des organes locaux de lutte là où il n'y avait ni lutte ni organe que la classe ouvrière aurait fait surgir dans ses assemblées générales, mais seulement des ramifications d'appareils politiques et syndicaux de la bourgeoisie.

Dès qu'elle a pu acquérir un minimum de crédibilité -grandement aidée en cela par les médias- LA COORDINATION A QUADRILLE LE TERRAIN, ISOLE TOTALEMENT LES INFIRMIERS DES AUTRES CATEGORIES DES HOPITAUX ET A ETOUFFE TOUTE VELLEITE DE REFLEXION CHEZ LES OUVRIERS ET D'EXTENSION DE LA LUTTE.

La volonté de lutter dans l'unité à laquelle aspiraient les ouvriers s'est ainsi brisée contre le mur dressé par la coordination ou plutôt les coordinations. La bourgeoisie a joué sur le fort sentiment anti-syndical qui régnait parmi les ouvriers et leur volonté de contrôler eux-mêmes leur lutte pour :

- accentuer la division en multipliant les coordinations (9 dans les hôpitaux).

- dénaturer la réelle prise en main de la lutte en suscitant des caricatures d'AG avec des faux délégués et un présidium auto-proclamé et imposé.

- favoriser l'isolement de la lutte en poussant les ouvriers à ne pas s'occuper de ce qui se passe à côté ni à tolérer que ceux d'à côté viennent s'immiscer dans leur lutte.

Voilà la face cachée des coordinations, voilà ce qu'a été le début de la manoeuvre.

Une nouvelle étape était franchie quand la lutte dans les hôpitaux a commencé à s'essouffler et que la "coordination infirmière" mendiait un strapontin pour les négociations avec le gouvernement, AUX COTES DES SYNDICATS, c'est-à-dire qu'elle livrait la lutte aux syndicats alors qu'elle avait basé sa crédibilité sur leur dénonciation.

LES SYNDICATS FAISAIENT LEUR RETOUR EN FORCE et de leur côté revendiquaient, avec l'aide du gouvernement, leur "légitimité", leur "représentativité" face aux coordinations auto-proclamées. Derrière un langage soi-disant unitaire et des critiques au corporatisme des coordinations, ILS ONT, LA CGT EN TETE, PRIS LE RELAIS DU SABOTAGE en lançant un peu partout des grèves successives, ultra-minoritaires, spectaculaires, (chauffeurs postiers, ateliers du RER...) épuisantes, qui ont encore ajouté au déboussolement des ouvriers.

L'ALTERNATIVE ETAIT ALORS, SOIT DE SE LAISSER ENFERMER DANS SA CATEGORIE PAR LES COORDINATIONS, SOIT SUIVRE LA CGT SUR LE TERRAIN POURRI DE LA DISPERSION DES LUTTES ET DE L'EPUISEMENT, sous prétexte d'extension. En somme la peste ou le choléra !

Voilà pourquoi la grande majorité d'entre vous ne se sont pas engagés dans cette impasse d'autant que la CGT et le PCF cherchent à vous utiliser pour leurs tractations politiciennes avec le PS en vue des élections municipales. Vous vous rendez bien compte que cela ne vous rapportera rien en termes d'augmentation de salaire, sans compter qu'avec leur tactique politicienne ils vous apportent des emmerdements au quotidien (courrier, transport...), vous font perdre des journées de salaire pour rien et cherchent à vous écoeurer de lutter.

OUVRIERS,

VOUS DEVEZ TIRER PROFIT DE CE QUE VOUS VENEZ DE VIVRE car les semaines qui viennent de s'écouler sont riches d'enseignements; les vraies questions commencent à se poser dans notre classe et les vraies réponses commencent à émerger :

- OUI, LA BOURGEOISIE A REUSSI SA MANOEUVRE POUR VOUS DISPERSER. Elle a joué sur votre méfiance à l'égard des syndicats pour vous pousser dans le piège des coordinations (qui ne sont que des syndicats masqués) et celles-ci, une fois leur sale boulot effectué, vous remettent dans les pattes des syndicats traditionnels sous prétexte de ne pas diviser le "monde ouvrier" ou bien qu'on ne peut se passer d'eux pour les négociations avec le gouvernement et le patronat.

- OUI, VOUS AVEZ ETE NAIFS, VOUS ETES TOMBES DANS LE PIÈGE et le prix à payer est l'échec de la lutte, la dispersion de vos forces et le déboussolement.

Mais votre mécontentement et votre combativité sont toujours présents et vous savez que vous serez contraints de lutter pour votre survie même; la

bourgeoisie et son gouvernement socialiste ne vous laissent pas le choix (Rocard lui-même a promis la rigueur au moins jusqu'en 1990). Maintenant, il est clair que :

- VOUS NE POUVEZ FAIRE CONFIANCE A PERSONNE, ni aux syndicats, ni aux coordinations, ni à tous ceux qui se proposent de diriger et organiser la lutte à votre place. Pour mener le combat, vous devez surmonter vos hésitations, ne compter que sur vos propres forces, prendre vous-mêmes en main la conduite de votre lutte ;

- des luttes minoritaires et dispersées font le jeu de la bourgeoisie. C'est pour cela QU'IL FAUT ENGAGER MASSIVEMENT LE COMBAT dans tous les secteurs en même temps car les problèmes sont les mêmes partout. Il faut se mobiliser TOUS ENSEMBLE, développer une riposte DE CLASSE et non par catégorie ou par secteur ;

- des luttes catégorielles, isolées, divisées ne mènent qu'à la défaite paquets par paquets. Il faut ELARGIR LE COMBAT en sortant de "son" entreprise, de "son" secteur, aller chercher IMMEDIATEMENT LA SOLIDARITE AUX ENTREPRISES LES PLUS PROCHES, étendre la lutte sur une base géographique, briser les divisions sectorielles, catégorielles, afin d'entraîner le plus grand nombre dans le combat. Car seule une riposte généralisée, unifiée de toute la classe ouvrière pourra faire céder la bourgeoisie ;

- CE SONT VOS ASSEMBLEES GENERALES QUI DOIVENT DECIDER SOUVERAINEMENT DE LA CONDUITE DE LA LUTTE, élire des délégués, des comités de grève, contacter les autres secteurs, les associer à la lutte pour que vous vous regroupiez et centralisiez vos organes de lutte sous le contrôle constant des assemblées générales ;

- c'est sur DES MOTS D'ORDRE COMMUNS ET DES REVENDICATIONS UNIFICATRICES que vous devez vous battre : pour une augmentation générale des salaires en sachant que plus vous serez nombreux, plus vous serez forts, et plus vous pourrez exiger.

LA LUTTE EST INEVITABLE !

LA DEFENSE EFFECTIVE DES CONDITIONS DE VIE DES OUVRIERS DU PUBLIC ET DU PRIVE, ACTIFS ET AU CHOMAGE, NE PEUT-ETRE QUE L'OEUVRE DE L'ACTIVITE DES OUVRIERS EUX-MEMES, DANS LEUR PLUS GRANDE UNITE.

RI
décembre 1988

SOMMAIRE

FRANCE

- * 89,90... Toujours plus de misère.....p.2
- * ...et plus de répression.....p.2
- * Campagne sur les "Droits de l'homme".....p.2
- * RATP : les manoeuvres de la CGT.....p.3
- * Coup de pub à la CFDT.....p.3
- LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE**
- * Espagne.....p.4
- * Belgique.....p.4
- * Bilan des luttes en 88.....p.5
- GUERRES ET CATASTROPHES**
- * Arménie : l'horreur capitaliste.....p.6
- * L'OILP se soumet au bloc US.....p.6

1988, 1989, 1990 ...

ENCORE ET TOUJOURS PLUS DE MISERE POUR LES OUVRIERS

■ Qu'en pleine période de mécontentement social extrême où la colère des ouvriers s'exprime aussi bien contre la rigueur des salaires, le manque d'effectifs, les augmentations de prix que contre l'encadrement et le sabotage des luttes par les syndicats, Rocard et son gouvernement annoncent sans plus de ménagement que "l'effort doit être maintenu pendant une quinzaine de mois encore", en dit long sur ce que vont devoir subir tous les ouvriers, tous les chômeurs dans les années à venir, s'ils ne s'y opposent pas résolument par leur lutte.

D'ores et déjà, la bourgeoisie mobilise toutes ses fractions pour s'appliquer à faire respecter ses propres intérêts à travers des mesures de restrictions bien plus intenses que les précédentes, des tentatives de sabotage systématique des luttes par les appareils syndicaux et les gauchistes (à côté desquelles la manoeuvre engagée lors du conflit des hospitaliers n'est qu'un pâle avant-gout) ainsi que des campagnes médiatiques visant à soumettre tous les travailleurs à l'effort national (Europe 92, "solidarité"...).

Par exemple, le gouvernement s'est enfin décidé à publier le projet qu'il a mis en place pour tenter de combler le déficit de la Sécurité sociale : une nouvelle fois, les bulletins de salaire des ouvriers seront mensuellement amputés d'un point supplémentaire à compter du 1er janvier (les cotisations d'assurance-vieillesse passeront de 6,6% à 7,9%, celles des employeurs demeurant inchangées) et le prélèvement de 0,4% sur les revenus sera à nouveau "exceptionnellement" reconduit. Mais depuis 86 que ces "plans d'urgence" sont "exceptionnellement reconduits" sur le dos des travailleurs, le "trou" de la Sécurité sociale continue de béer de plus belle : entre 25 et 30 milliards prévus fin 89. Et comme ces nouvelles ponctions ne rapporteront que 18 milliards, il faudra bien trouver une rallonge : celle qui est soi-disant en préparation sur les bureaux ministériels et que l'on conserve bien au chaud jusqu'à un moment socialement plus propice.

Et il ne s'agit là que d'un maigre échantillon de ce qui attend les travailleurs derrière le discours du "il faut faire un effort pendant les quinze mois à venir". Ainsi tous les experts reconnaissent-ils que l'année 88 a été particulièrement favorable à l'économie française, "une année exceptionnellement bonne" disent-ils. Mais malgré cette conjoncture favorable, les entreprises françaises sont toujours endettées : une fois et demi de plus que les entreprises allemandes, ce qui est significatif du chemin à faire en matière de restrictions des salaires, de licenciements pour s'aligner sur les "partenaires européens de 92". Par contre, ces mêmes experts en économie affirment tous que l'année 89 et les suivantes se présentent plus noires que jamais avec la perspective d'une récession dans laquelle vont plonger tous les pays et qui ne manquera pas de se traduire par une flambée de l'inflation, une hausse des taux d'intérêts notamment (voir RI 174). Autant dire que les "miettes accordées" font bel et bien partie du passé. Les misérables 2%

d'augmentation des salaires dans la Fonction Publique reconduits pour 89 et pas un centime de plus, accords d'ailleurs taxés de "lâchage de lest" par l'ensemble du patronat, les quelques 120 000 emplois "créés" en 88 dont le gouvernement est si fier, mais dont les 3/4 ne sont que des contrats provisoires sans lendemain, tout cela, c'est tout le "mieux" qui pouvait être accordé. D'ailleurs Rocard, et avec lui le gouvernement, ne se prive pas de le faire remarquer lorsqu'il déclare froidement : "la rigueur c'est de ne dire oui qu'à ce qui est possible et juste... à condition que l'inflation ne redémarre pas, que le déficit du commerce extérieur diminue, que le désendettement se poursuive".

Toutes les promesses de "ça ira mieux demain si l'on fait un effort aujourd'hui" n'ont jamais donné

autre chose qu'une exploitation plus insoutenable avec des salaires toujours plus réduits. Et comme rien ne sera modifié dans cette politique là, il n'y a pas d'autre solution pour les travailleurs, les chômeurs que de s'y opposer par leur lutte. Mais on ne pourra jamais empêcher la bourgeoisie d'asséner ses attaques en menant la lutte de manière éparpillée, au coup par coup, comme l'ont prouvé les derniers conflits vite pris en main par les sbires syndicaux et gauchistes. Aujourd'hui, on ne peut plus faire reculer la bourgeoisie qu'en luttant tous unis, tous décidés à prendre en charge notre propre combat.

MO

Budget de la police

JOXE MUSCLE LES FORCES DE L'ORDRE ... SOCIAL

■ Mais que fait la police ? Demandez cela à Pierre Joxe, le premier flic de France en qualité de ministre de l'Intérieur, et vous pouvez être sûrs de ne pas obtenir de réponse car jamais un homme d'Etat (bourgeois) ne dira - et pour cause - la vérité qui s'impose, à savoir que la police a pour fonction essentielle de protéger l'Etat contre la fureur revendicative des prolétaires par lui exploités.

Tandis que ses valets de terrain -syndicats et gauchistes- éprouvent le plus grand mal à exténuer et éreinter la combativité ouvrière qui s'affirme (en ordre malheureusement dispersé) depuis maintenant deux mois et demi, l'Etat, par la bouche de son ministre Joxe, a présenté, puis a fait voter par l'Assemblée Nationale à la mi-novembre le budget de la police. Dans les circonstances actuelles et l'arrière-plan des grèves dans tout le secteur public, il est particulièrement édifiant de relever en quels termes la bourgeoisie, en adoptant son budget, décrit l'objectif de sa police : "pour une police meilleure", a dit M. Joxe, socialiste à la ville, "plus performante et mieux connue".

Au sein d'une enveloppe budgétaire en augmentation sensible par rapport à 1988, l'argent, nous apprend le ministre, ira en priorité à l'"amélioration de l'infrastructure" et à la formation professionnelle des flics. Il importe surtout de forger une "police de proximité", a plaidé M. Joxe dans son ineffable langage. Et d'annoncer une "étude sur la coordination entre la police et les intervenants sociaux", c'est-à-dire, en plus clair, un renforcement des équipes d'îlotiers avec l'appui des policiers auxiliaires du contingent dont le nombre passera d'ailleurs à 3000 en 1989.

Pour qui la "meilleure", la "plus performante" police qu'a bugetisée le ministre ami de Mitterrand ? Pour quoi ? Contre les terroristes basques et corses ? Comme le présente Joxe. Si peu ! Contre les immigrés "illégaux", bien davantage déjà, sans doute. Mais surtout contre la classe ouvrière dans sa totalité. Faire sauter les cloisons entre les divers fichiers informatiques de renseignements concernant les "meneurs" ouvriers, et les rendre

interactifs. Quadriller plus étroitement les lieux de vie des ouvriers, voilà dévoilé le côté caché des mots de Joxe. Voici la vérité de son budget de la police : une préparation de l'Etat pour faire front à la vague inévitablement montante des luttes ouvrières que le présent automne social profile déjà. L'Etat dont Joxe est le lardin ressent le besoin de se blinder supérieurement contre la colère prolétarienne.

Oh ! certes, ce n'est pas au ministre de l'Intérieur en exercice et aux socialistes en général -qui, depuis soixante dix ans, ont constamment volé au secours de l'Etat quand il était exposé au péril ouvrier- qu'il faut apprendre que la répression des ouvriers est le seul et ultime recours de la bourgeoisie quand elle n'est plus capable, même de façon partielle, de concéder quelque satisfaction aux revendications prolétariennes, lorsque son incurie sociale apparaît manifeste, à l'heure où les syndicats rencontrent des difficultés croissantes pour exercer leurs fonctions de tampon et d'opposition aux luttes ouvrières.

Et n'allez pas imaginer, ouvriers, vous, les cibles réelles de la police bourgeoise, que la répression administrée par des socialistes vous sera adoucie. Sachez de façon définitive que le PS est un parti de l'ordre bourgeois au maintien duquel même le prix de votre sang, prolétaires, ne sera jamais trop cher à payer s'il le faut, pour Joxe et consorts. Ceux-ci, de manière quasi-génétique, sont les héritiers directs des assassins des spartakistes à Berlin en 1919 (quand le Joxe allemand s'appelait Noske), du fusilleur Marx Dormoy qui fit tirer sur des ouvriers à Clichy en 1938, du créateur des CRS après la seconde guerre mondiale, Jules Moch, etc.

D'ailleurs, la droite bourgeoise sait reconnaître les loyaux et efficaces serviteurs de l'Etat. Robert Pandraud, ex-ministre de la Sécurité sous Chirac, n'a-t-il pas chaudement applaudi le budget de son successeur à la tête de la police, le "socialiste" Joxe ?

SM
14/12/88

"LES DROITS DE L'HOMME"

UNE MASCARADE DE LA BOURGEOISIE OCCIDENTALE

■ Avec le "40ème anniversaire de l'adoption de la déclaration des droits de l'homme" en 1948, adoption totalement passée inaperçue à l'époque, le grand battage sur les "droits de l'homme" a été relancé au mois de décembre. Les grands moyens, prévus depuis plusieurs mois (1), ont été déployés : "personnalités", journalistes, jusqu'aux inévitables stars de musique rock, se sont répandus en commentaires et chansons ; la "déclaration" a été distribuée par le journal "Libération" et présentée aux enfants dans certaines écoles. "SOS Racisme", "Amnesty International" ont assuré le volet spectacle de cette propagande, un des thèmes favoris des "démocraties" des pays industrialisés.

Lorsque l'ONU adopta la "déclaration des droits de l'homme", en 1948, c'était à la veille de la "guerre froide" contre le bloc de l'Est. Dans les années 1970 les "droits de l'homme" ont été le leitmotiv de l'administration Carter aux Etats-Unis, lorsqu'il s'agissait de relever l'idéologie dominante du coup porté par la guerre du Vietnam, et de raviver un sentiment anti-russe par le thème de la "démocratie" contre le "totalitarisme". C'est ce qui permettra ensuite à Reagan au début des années 1980 de lancer ses diatribes contre l'URSS, "Empire du Mal". Aujourd'hui où la propagande de type "belliciste" trouve à nouveau beaucoup moins d'écho face aux réalités de la crise et des attaques qu'elle fait subir, les "droits de l'homme" sont à la mode comme le "désarmement" ou les "pourparlers de paix". Tout cela fait partie du mensonge du "pacifisme" (2).

Fondamentalement c'est toujours la même réalité que recouvre cette propagande : justifier l'ordre

existant dans les "démocraties" occidentales, et défendre en fin de compte l'intérêt du bloc impérialiste contre le camp adverse. La dénonciation de "l'Apartheid" en Afrique du Sud ou de brusques bouffées d'indignation contre des régimes, tous par ailleurs choyés par le bloc de l'Ouest, tels que le Chili, les Philippines ou d'autres, servent d'alibi pour se dédouaner de l'accusation que les "droits de l'homme" ne sont qu'une propagande guerrière de l'Ouest contre l'Est. C'est pour la façade : le régime de "l'Apartheid" d'Afrique du Sud c'est surtout pour les chansons, mais pour la politique c'est Sakharov, connu pour son "opposition" en URSS, ou Walesa, également "opposant" de l'Est, qui sont les vedettes de la dernière opération "droits de l'homme".

Pro-occidental, défenseur de "Dieu", de la "démocratie", de la "patrie", des "syndicats libres", un Walesa est le pion idéal pour la propagande occidentale, d'autant plus qu'il ne cesse d'en appeler à la soumission des ouvriers (3), ce qui est le principal souci de la bourgeoisie à notre époque face à un prolétariat qui, non seulement n'est pas prêt à se laisser embrigader contre le "totalitarisme", mais de plus développe combativité et prise de conscience contre le capitalisme. Aussi la propagande sur les "droits de l'homme" est surtout aujourd'hui destinée à distiller un sentiment de passivité : tenter de faire croire qu'on peut faire pression sur les Etats, que la "démocratie" des pays les plus industrialisés n'est en fin de compte pas si mauvaise, essayer de détourner l'attention de la nécessité de la lutte de classe vers la résignation

impuissante des déclarations "humanitaires".

Les "droits de l'homme" sont un mensonge dans le capitalisme. Cela ne date pas d'aujourd'hui. Dès leur apparition, avec la "révolution française" de 1789, ils n'étaient déjà que la justification de l'exploitation et de la domination bourgeoise. Marx disait en parlant de la croyance en la réalité des "droits de l'homme" qu'avaient les révolutionnaires de la bourgeoisie : "Quelle énorme illusion : être obligé de reconnaître et de sanctionner dans les droits de l'homme la société bourgeoise moderne, la société de l'industrie, de la concurrence générale, des intérêts privés poursuivant librement leurs fins, la société de l'anarchie, de l'individualisme naturel et spirituel aliéné de lui-même (...)" (4); on peut y ajouter aujourd'hui la société du brigandage impérialiste, de la misère et de la barbarie.

MG.

(1) Voir RI 172, "Droits de l'homme, Campagne anti-Le Pen, Un même brouillard idéologique" (oct. 1988).

(2) Voir RI 173, "Le pacifisme prépare la guerre" (nov. 88).

(3) Selon Walesa les ouvriers doivent se conduire comme "des microbes corrects" ; il ajoute "nous ne devons pas détruire le système sur lequel nous parasitons", et répète qu'"il n'y a pas de place pour les grèves en Pologne" (Le Figaro, 13 déc. 88).

(4) Marx, "La Sainte Famille", Chap.6, "La critique critique absolue ou la critique sous les traits de M. Bruno", III, "Troisième campagne de la critique absolue, Bataille critique contre la révolution française", Ed. Pléiade, Oeuvres III, p. 561.

GREVES A LA R.A.T.P.

LES METHODES ECOEURANTES DE LA CGT

Le principal artisan de la dispersion ouvrière est à l'évidence la CGT. Après avoir bloqué les transports dans la région parisienne en entretenant une grève ultra-minoritaire et épuisante dans laquelle elle a essayé de se faire mousser, elle a tenté de récidiver, mais cette fois-ci sans succès, à la SNCF. Il est vrai que le gouvernement Rocard, excédé par ses magouilles politiciennes, a tout fait pour lui couper l'herbe sous les pieds en concédant préventivement certaines augmentations de salaire

et autres menus avantages aux cheminots. Mais la vraie raison de cet échec de la CGT réside surtout dans la méfiance encore plus profonde que ressentent aujourd'hui les ouvriers vis-à-vis de la CGT et de ses manœuvres puantes.

Comme semblent avoir commencé à le faire les cheminots, tous les ouvriers doivent tirer profit de l'expérience qu'ils viennent de faire du travail de dispersion et d'épuisement de leur combativité qu'a fait la CGT en particulier à la RATP.

■ Depuis un mois, c'est la CGT qui tient désormais le rôle de "vedette de la lutte" à travers les mouvements de grève qu'elle anime et dirige notamment dans la RATP. Et quelle vedette ! Dans un conflit - celui de la RATP, donc - érigé en abcès de fixation et monté en épingle par tous les médias, comme juste auparavant la grève des infirmières puis la grève dans les postes, elle se livre activement au sabotage spectaculaire de la lutte en utilisant à tous de bras les pires magouilles de division (multiplication d'actions-commandos minoritaires et surtout emploi de méthodes d'intimidation où elle n'hésite pas à prendre en otages tous les ouvriers de la région parisienne).

Ces pratiques ne peuvent que chercher à écoeurer de la lutte non seulement les ouvriers de la RATP eux-mêmes, mais l'ensemble de la classe ouvrière.

A quoi correspond tout ce cirque énorme, exaspérant et révoltant ?

LES MANOEUVRES DE DIVISION DE LA CGT CONTRE LA COMBATIVITE OUVRIERE

La manœuvre préventive déployée dès la rentrée par l'ensemble des fractions de gauche de la bourgeoisie (voir RI n°173 et 174) a atteint son objectif : désamorcer temporairement un risque imminent d'embrasement de tout le terrain social, éviter de se confronter au surgissement de luttes massives, simultanées et unitaires en parvenant à occuper tout le terrain social. Malgré cela, la combativité des ouvriers, la colère grandissante n'ont pu être étouffées.

Le déroulement du conflit à la RATP est particulièrement significatif non seulement de la persistance de la colère et de la combativité ouvrières, mais surtout de l'ampleur et du cynisme de la manœuvre et il montre clairement comment le terrain a été préparé, miné, pourri d'avance.

Après ses opérations menées auprès des camionneurs PTT, des tris postaux, des transports en province, à la Sécurité Sociale, à la SNCF, la CGT n'a fait qu'appeler les ouvriers dans la RATP à entrer en lutte les uns derrière les autres, de façon isolée, par vagues successives, secteur par secteur. Mais elle a pu aussi développer dans le déroulement de la colère ouvrière, une stratégie plus poussée de division, focalisant, choisissant avec soin l'objectif et le moment de son action. Sous la façade dure et intransigeante qu'elle a cherché à se donner, soutenue par le battage constant des médias, derrière les phrases où elle affichait des allures de champion de la lutte et de son élargissement, elle s'est livrée en pratique à un travail permanent de division, de cloisonnement, de dispersion, d'isolement maximum des ouvriers, à un éparpillement et à un dévoiement de leur combativité.

Ici, la CGT profitait d'abord de l'ébullition manifeste existant chez les ouvriers des ateliers d'entretien, catégorie la plus mal payée dans la RATP, utilisant un mouvement de débrayage spontané dans les ateliers du RER à Rueil le 7 novembre, pour propager le 14 la poudre dans les autres ateliers similaires où existait la même rogne explosive, pour paralyser totalement le RER pendant 15 jours.

Là, elle embarquait certains ouvriers dans de stériles actions spectaculaires ultra-minoritaires

et quasi-terroristes : commandos encagoulés pour bloquer les dépôts de bus à la périphérie de Paris et empêcher ceux-ci de circuler, blocage de rames au milieu des voies tandis qu'elle recourait à des méthodes et des pratiques inadmissibles et intolérables d'intimidation et de chantage contre la majorité des chauffeurs. Ainsi, le blocage des bus par des actions coups de force en même temps que les RER étaient paralysés ne pouvait qu'affecter principalement les banlieues ouvrières.

Ailleurs, dans les ateliers d'entretien du métro parisien, elle ne poussait à entrer en grève que de façon sélective, là où elle était assurée de contrôler la situation, ne poussant à durcir le mouvement qu'à la fin après le 7 décembre, quand la plupart des ouvriers du RER avaient voté la reprise du travail, cherchant à épuiser les ouvriers les plus combatifs dans un combat encore plus minoritaire, refermé sur lui-même, et sans perspective.

Cependant, dans tous les ateliers où la pression ouvrière était suffisante pour organiser des assemblées générales quotidiennes, celles-ci étaient des simulacres caricaturaux sans l'expression de la moindre vie ouvrière, réduites à de simples votes sur la reconduction ou non de la grève, sans aucune prise ni aucun contrôle sur l'évolution du mouvement, où on laisse les syndicats manœuvrer à leur guise.

Par contre, la CGT s'est bien gardée d'attiser le feu et de chercher à entraîner dans la lutte la plupart des catégories ouvrières de la RATP : conducteurs du métro, guichetiers et tous les postes administratifs.

Le sommet de cette division était d'opposer directement les ouvriers entre eux : la lutte d'un minimum d'ouvriers étant dévoyée, restée de bout en bout très minoritaire dans la RATP, pour créer le maximum de perturbations et d'emmerdements auprès d'un maximum d'ouvriers de la région parisienne.

La CGT cherche ainsi à susciter et entretenir dans l'ensemble de la classe un climat délétère provoqué par l'inconfort, le harrassement, l'exaspération, par la charge supplémentaire que représente cette paralysie dans leurs conditions d'existence. Un seul but à cela : écoeurer les ouvriers de toute lutte même, ou tout au moins accentuer leur débousolement alors même que la CGT fait circuler des pétitions, effectue des sondages autour d'une "campagne de solidarité" détournant l'explication de la grève par le pseudo-"soutien de sécurité des usagers" ou à en faire une lutte "contre le démantèlement et la privatisation du service public".

...AVEC L'AIDE DES AUTRES FRACTIONS DE LA BOURGEOISIE.

Dans toutes ces manipulations et ce travail de division, la CGT est épaulée par le reste de la bourgeoisie. En particulier, elle reçoit le puissant renfort des médias qui renvoient et amplifient l'image d'une CGT omniprésente et à la pointe du combat. Le travail de sape du syndicat sur le terrain est complété par tout un battage tentant d'exploiter l'impopularité de la lutte permettant d'orchestrer une campagne sur la nécessité d'un service minimum et l'idée d'une limitation du droit de grève dans les services publics, un débat piégé

sur le caractère légal ou non de la grève.

En même temps, tandis que la CGT impose sur le terrain dès le début de son action la revendication de "1000 francs d'augmentation mensuelle pour tous à la RATP", parfaitement démagogique en regard du caractère ultra-minoritaire de la mobilisation dans la grève, et qu'elle occupe le devant de la scène, les autres syndicats et la direction sont également à pied d'œuvre à la table des négociations. D'emblée, la direction n'a quasiment jamais varié dans ses propositions : les mêmes 2 à 2,2% d'augmentation mis en avant pour 89 que dans toute la fonction publique agrémentés de 150 F mensuels de plus pour les ouvriers d'entretien du métro, les machinistes et les conducteurs de bus (les ouvriers d'entretien du RER bénéficient d'une prime supplémentaire de 100 F). En même temps le gouvernement annonce "qu'il n'ira pas plus loin". Soi-disant sous la pression ouvrière, l'accord est refusé. Mais le va-et-vient entre la table des négociations et la présence dans la grève, au début décembre, des autres syndicats est surtout lié au souci -notamment sous la pression du PS- du reste de la bourgeoisie, de ne pas laisser la CGT monopoliser l'occupation de la scène sociale.

La conclusion finale par ces syndicats d'un accord-bidon le 7 décembre n'est qu'un tour de passe-passe, un nouvel habillage des propositions antérieures faites dix jours plus tôt. Le gouvernement a tenu parole : il n'a rien cédé de plus que des miettes dérisoires et surtout pas lâché une perspective d'augmentation du niveau de vie. Quant aux autres syndicats, ils ont non seulement favorisé la tendance à la reprise du travail mais accentué le travail de division en laissant les ouvriers les plus combatifs encore plus minoritaires et isolés dans les pattes de la seule CGT.

Et, de plus, ce sont dans de vulgaires combines politiciennes et mercantiles que la combativité et la colère des ouvriers se sont laissées embarquer. Car le champ que la bourgeoisie a laissé à la CGT dans cette manœuvre où elle travaillait pour les intérêts essentiels de l'ensemble de sa classe, a permis à ce syndicat de poursuivre en même temps un autre objectif tout à fait particulier où il entend tirer les marrons du feu pour son propre compte. La brutale radicalisation de la CGT et son jusqu'au-boutisme affiché lui permettait de faire pression sur le PS en vue de sordides tractations politiciennes et de marchandages électoralistes au bénéfice de son parti de tutelle, lui aussi discrédité et affaibli, le PCF. Un PC qui, en position délicate à la veille des élections municipales, ne pouvant plus compter sur une base électorale propre suffisante désormais, ne peut se passer de l'alliance avec le PS, alors que son poids politique au sein de la bourgeoisie et sa survie financière même ne peuvent être assurés que par un contrôle sur un certain nombre de mairies.

Pour les ouvriers, cela fait seulement ressortir à quel point ils ont été manœuvrés et dépossédés de leur lutte.

Ainsi, pour beaucoup d'ouvriers, le sentiment d'avoir été floués, dupés, manipulés est bien présent. Beaucoup d'entre eux peuvent aujourd'hui se poser la question de ce que l'utilisation de telles méthodes de lutte de la part des syndicats peuvent leur rapporter à eux. Et la réponse s'impose nettement : RIEN !

La manipulation commence à apparaître trop évidente et grossière : toute la bourgeoisie a trop tiré sur la corde pas seulement par rapport aux ouvriers de la RATP, mais vis-à-vis de l'ensemble de la classe ouvrière. La colère et la combativité ne peuvent que se renforcer ; les tendances au rejet de l'encadrement syndical ne peuvent que s'accroître. La véritable bataille n'a pas encore commencé. Les ouvriers n'ont pas encore utilisé leurs propres cartouches. A eux de déloger l'ennemi de leur terrain !

YD

15/12/88

"Purges" à la CFDT : UN COUP DE PUB POUR LE SYNDICAT

■ Le 30 novembre, au lendemain de son dernier congrès, la CFDT suspendait onze sections syndicales dans le secteur de la santé de la région parisienne, l'union régionale Ile-de-France PTT et le syndicat des services postaux parisiens. Motif des suspensions : dans la santé, d'avoir suivi la Coordination infirmière et s'être joints à ses actions au lieu des directives de la centrale ; aux PTT, d'avoir été derrière la Coordination des chauffeurs postiers. Autrement dit, coupables d'avoir suivi la base contre les chefs.

Poudre aux yeux ! Ces suspensions ne sont qu'une opération de publicité pour la CFDT, au lendemain d'un congrès où elle intronisait Jean Kaspar, "l'homme de terrain", après s'être engagée depuis la rentrée vers un syndicalisme nouveau, plus radical, pour faire oublier ses liens avec le PS. L'objectif ici est de crédibiliser la CFDT et le syndicalisme lui-même, aux yeux non seulement des travailleurs de la santé et des PTT, mais de l'ensemble de la classe ouvrière.

Il s'agit de faire croire, à travers ses prétendues mesures disciplinaires, qu'il y a quelque chose de bon, qu'il y a quelque chose à défendre dans la CFDT en particulier et dans les syndicats en général.

Des éléments pour la plupart gauchistes à la direction de la CFDT, tout le monde participe à la magouille. Et c'est en premier lieu ceux-là mêmes, les gauchistes, qui étaient à l'origine et les meneurs

des Coordinations qui mènent cette magouille "à la base".

En suspendant les sections, en ne les excluant pas purement et simplement comme on l'a déjà vu par le passé, la CFDT leur permet de mener une campagne au niveau des lieux de travail qui focalise sur la défense des militants "martyrs" qui ont combattu avec la base et sont menacés par les vilains bureaucrates. Et cette campagne cherche à faire en sorte que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui cautionnent les sections suspendues. Dans ce but, on a vu immédiatement dans les hôpitaux des tracts du genre : "Défendez ceux qui vous défendent !" et on pouvait y lire : "La section CFDT représente près de 100% du personnel (!)... Cette section vous appartient. Même si vous n'en êtes pas adhérent (!). Elle est votre bouclier..." Quelle logique : si la section CFDT existe et vous représente tous c'est parce qu'elle existe et prétend vous défendre et vous représenter !

Alors que les adhésions syndicales fondent comme neige au soleil, alors que la grève dans les hôpitaux a montré à quel point la méfiance et le rejet des syndicats sont grands dans la classe ouvrière, on veut berner les ouvriers et les remobiliser pour défendre ceux qu'ils repoussent de plus en plus clairement. Et nos syndicalistes "de base" de faire circuler pétitions sur pétitions et tracts d'appel à les soutenir, où on rappelle à satiété, avec ce souci constant propre aux syndicalistes de culpabiliser

les ouvriers, que les militants suspendus ont été avec eux dans la lutte, qu'ils ont même pris plus de risques qu'eux en désavouant leur centrale (!) pour suivre les ouvriers, "la base". Et, pour cause, s'ils ont suivi "la base", c'est afin de dévoyer les luttes, déposséder les ouvriers de leur lutte, pour les amener à l'échec. Et ce sont eux à présent qui demandent aux ouvriers de les soutenir !

Pour l'heure, les sections sont toujours "suspendues", mais elles seront réintégrées, soyons-en sûrs ! Et on nous dira alors que c'est grâce à l'action des ouvriers, n'en doutons pas, même si en réalité la manœuvre laisse les ouvriers plutôt dubitatifs et ne mobilise pas les foules. Il en restera quand même quelque chose : que la CFDT est un syndicat "vivant", où l'on pourrait défendre des intérêts ouvriers, pour peu qu'on y pousse, en bref qu'on pourrait faire un syndicalisme de combat, "d'action", "de lutte", "de transformation sociale" dans la CFDT et éventuellement ailleurs.

Ouvriers, la bourgeoisie n'aura de cesse de monter des magouilles pour vous faire réintégrer le giron syndical, son terrain, et plus vous vous battrez en dehors des syndicats en prenant vous-mêmes en main votre combat, plus elle provoquera et multipliera les pièges pour vous ramener sur son terrain, celui de la lutte syndicale, contre vous.

PPR

"GREVE GENERALE" EN ESPAGNE

LES SYNDICATS ORGANISENT LA DISPERSION MASSIVE

■ C'est un véritable succès qu'ont enregistré les syndicats le 14 décembre, jour où ils ont convoqué à une grève générale dans toute l'Espagne. Les deux grandes centrales, Comisiones Obreras (CC.OO., sous l'influence du PCE) et l'UGT (syndicat socialiste) sont parvenus à mobiliser dans l'arrêt de travail 90 % des huit millions de travailleurs espagnols. Ce jour là a été un véritable "pays mort", les magasins, les cafés, les restaurants étaient fermés, jusqu'aux joueurs professionnels de football qui ont fait grève.

Au printemps 87, la classe ouvrière en Espagne avait répondu avec une puissante combativité aux mesures d'austérité annoncées par le gouvernement dirigé par le très social Parti Socialiste Ouvrier Unifié (PSOE). Cette vague de grève ("les 100 jours") fut marquée par des tentatives répétées d'unification des luttes, tentatives sabotées par les syndicats. Le mouvement prit fin dans la défaite et les séquelles de cette défaite marquent encore la classe ouvrière en Espagne.

D'autant plus que la bourgeoisie espagnole a lancé une grande campagne sur l'euphorie économique du pays, les sacrifices de la classe ouvrière devant permettre à l'Espagne d'avoir le taux de croissance le plus élevé du monde, de devenir le "Japon de l'Europe". Belles fables que la réalité de la crise économique a battues en brèche, et le taux d'inflation avoisine les 6 %. La bourgeoisie espagnole, PSOE en tête, se voit amenée à imposer à nouveau un plan d'austérité, qui s'ajoute aux précédents et les dépasse en brutalité :

- le PEJ (Plan pour l'Emploi des Jeunes), déjà connu dans les autres pays d'Europe (en France, TUC et SIVP), est présenté par le gouvernement comme une mesure sociale destinée à favoriser l'intégration des jeunes. La précarisation se généralise ;
- alors que le pouvoir d'achat des ouvriers a baissé de 20 % en 10 ans (et il était déjà bas par rapport à celui du reste de l'Europe), de nouvelles hausses des prix sont prévues ;
- des trains de licenciements massifs sont mis en place à Marconi, Imepiel, Pegaso, Ford.... Les principaux secteurs de l'industrie vont être à nouveau frappés ;
- les allocations retraite vont être l'objet de nouvelles lois qui vont obliger ceux des travailleurs qui veulent toucher un minimum dans leur vieillesse à acquiescer de leur poche une retraite complémentaire ;
- enfin, des coupes sombres sont prévues sur les prestations sociales, qui auront pour conséquence des files d'attente dans les hôpitaux échelonnées sur 2 ou 3 ans.

Encore marquée par la peur qu'elle a connue face au mouvement massif de 87 et parce qu'elle redoute que son nouveau plan d'austérité ne relance la dynamique vers des mouvements encore plus puissants et

encore plus dangereux, la bourgeoisie prend les devants pour étouffer toute velléité de riposte ouvrière et désamorcer la colère et la combativité renaissantes.

LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE

Dans un premier temps, il lui faut coûte que coûte empêcher que la dynamique des luttes ne reprenne avec force et que le prochain mouvement n'aille plus loin dans le sens de la généralisation et l'unification qu'il n'a été dans le précédent. Pour cela elle prend l'initiative et contrôle de bout en bout la grève, à travers ses syndicats plus radicaux et "unis" que jamais.

La grande grève générale du 14 décembre, organisée par les deux grands syndicats de l'Etat espagnol, va dans ce sens : paralyser le pays, faire une fausse démonstration de force impressionnante (en prenant cependant bien soin de ne pas organiser de manifestations dans lesquelles pourraient se rencontrer les divers secteurs de la classe, sous prétexte d'éviter les provocations) qui n'aboutit à rien. La bourgeoisie espère par cette manœuvre torpiller la combativité renaissante et derrière la pseudo-unité et la massivité du mouvement dénaturer dans la conscience ouvrière l'idée de généralisation et d'unification réelles.

Voilà pourquoi cette grève a été la plus médiatisée de l'histoire des grèves en Espagne : pendant presque un mois, il n'a pas été un jour sans qu'apparaissent à la télévision et ne fassent la une des journaux les responsables des deux grandes centrales syndicales, au point qu'une blague court en Espagne sur le fait qu'ils auraient trouvé un job de présentateurs !

Dans le même temps, les syndicats tentent de se mettre à la tête du mécontentement dans la classe ouvrière. Les CC.OO (comme la CGT en France) ont été à de nombreuses reprises débordées dans le mouvement de l'an dernier, et il est essentiel pour elles de tenter d'effacer de la mémoire ouvrière toutes les manœuvres qu'elles ont pratiquées jusqu'à présent pour contrer la lutte, tous les accords qu'elles ont passés avec l'Etat et qui ont permis d'instaurer les divers plans d'austérité. Les PC en Espagne les orientent et les suivent dans cette voie, pour s'affirmer dès à présent et à peu de frais les chefs de file du mécontentement, et demain les leaders du combat contre l'austérité socialiste.

Mais le PSOE ne peut pas laisser le terrain libre aux CC.OO et au PC. L'enjeu est trop important, et la tâche d'encadrement de la classe dans ses prochaines luttes trop fondamentale pour que la bourgeoisie ne jette pas dans cette bataille toutes ses forces disponibles. Le PSOE est au gouvernement et à la tête des mesures d'austérité ? Broutilles ! L'UGT se démarque soudain, avec un radicalisme verbal surpre-

nant, de la politique du gouvernement qu'il a soutenue jusqu'à présent. Et l'on peut voir aujourd'hui ce paradoxe cocasse : le PSOE au gouvernement accuse l'UGT de faire le jeu du PCE et des CC.OO, alors que tous les membres du Comité Directeur de l'UGT sont des pontes du PSOE. Celui-ci parvient à la fois à prendre des mesures d'austérité et à se réclamer de l'opposition à ces mesures !

Dans un second temps, ces syndicats tenteront de prendre la tête des vrais mouvements de lutte pour les conduire vers des impasses, vers des défaites, dans la plus grande confusion possible. Ils s'appuieront sur l'échec de cette expérience du 14 décembre pour pousser les luttes à se replier dans les secteurs, dans les usines, au pire dans les corporations. Nul doute que l'Etat ne fasse un geste symbolique pour accréditer cette thèse, comme il a été fait en France pour les infirmières dans les hôpitaux.

Il s'agit bien d'une stratégie mondiale de la bourgeoisie pour empêcher la classe ouvrière de riposter à l'austérité par des luttes massives et de poursuivre dans la voie de l'unification des luttes. Celle-ci est bien sûr particulièrement en action dans les pays où la bourgeoisie s'est montrée la plus faible, c'est-à-dire dans les pays qui n'ont pas été capables de garder l'ensemble de leur gauche dans l'opposition. Dans ces pays, et l'Espagne et la France en sont de bonnes illustrations, les syndicats et les partis de gauche se sont fortement décredibilisés. La classe ouvrière, moins bien encadrée, gagne en conscience de ses véritables intérêts ce qu'elle perd en illusions. En Espagne comme en France, l'effort du prolétariat doit se poursuivre malgré la mobilisation de la bourgeoisie pour le contrer, et c'est en premier lieu la bataille contre l'enfermement qu'il s'agit de livrer. Les prochains combats du prolétariat doivent donc bien se développer contre ces syndicats et cette gauche dans l'opposition, fers de lance de l'offensive contre la classe ouvrière.

Moro

LIBRAIRIES

Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact" rue Lepneveu
BORDEAUX : "Le Roi Lire" rue Ste Catherine
 "Mimesis" 58, rue de Grassis.
 "Machine à Lire" 13, rue de la Devise
BREST : "Graphitis" place St Louis
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvire" 3, rue de l'Ente
 "Librairie Jean Rome" 1 rue des Gras
 "Maison de la Presse" place de Jaude
DUNKERQUE : "Maison de la Presse" 34, rue Poincaré
LA CIOTAT : "Maison de la Presse" quai Stalingrad
LA ROCHE/YON : "Le Chiquito" 83, Bd Maréchal Leclerc
LAVAL : "Point presse" Centre Cial La Mayenne
 "Maison de la Presse" pl. de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles" 27, pl. des Halles Centrales
LILLE : "Galerie" 57, rue de Béthune
 "Centre Culturel Libertaire" 1-2, rue du Péage
 (Métro Fives)
LYON : "La Gryphe" 5, rue Sébastien Gryphe (7ème)
MARSEILLE : "Odeur du Temps" 6, rue Pastoret (13006)
 "Maison de la Presse" 1, chemin de la Gavotte (13015)
MARTIGUES : "Maison de la Presse" rue Lamartine (13500)
MELUN : "La Porte ouverte" 19, Général de Gaulle
MONTAUBAN : "Maison de la Presse" rue de la République
METZ : "Géronimo" 31, rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche" rue de l'Université
MONTRouGE : "La Boulangerie" 67, rue de Bagneux
NANTES : "Le Bateau Livre" rue Jean-Jaures
 "Vent d'Ouest" 5, pl. du Bon Pasteur
 "Tabacs-Presse" 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre" 50, Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes" rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge" 1bis, rue d'Alésia (75015)
 "Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
PAU : "L'Etincelle" 41, rue Maréchal Joffre
 "Maison de la Presse" 3 rue de la République
TOULOUSE : "Toulouse Presse" 60, rue Bayard
 "FNAC" 1bis, place Occitane
 "Centre Commercial Reynerie"
 "Les Arcades" place du Capitole

LISEZ

Revue Internationale/56

France :
 Les "coordinations" à l'avant-garde du sabotage des luttes

Où en est la crise économique ?
 Le crédit n'est pas une solution éternelle

Algérie :
 La bourgeoisie massacre

Polémique :
 Comprendre la décadence du capitalisme, VI

Le milieu politique depuis 1968, III

Il y a 70 ans :
 La révolution en Allemagne, II

BELGIQUE

GOUVERNEMENT ET SYNDICATS

UNIS CONTRE LA COLERE OUVRIERE

■ C'est un plan d'austérité draconien, terrible, qui a été annoncé cet automne à toute la classe ouvrière en Belgique avec la publication du budget pour 1989 qui prévoit d'énormes économies (77 milliards de francs belges !) avec même pas 0,25% des dépenses globales dédiées à la relance de l'emploi et de la consommation des ménages. Aucun crédit précis n'est prévu pour une éventuelle hausse des salaires. Et, comme d'habitude, ce sera l'amputation du secteur des prestations sociales qui apportera à lui seul plus de 40% des économies à réaliser.

Ce plan a été préparé et va être mis en vigueur par le gouvernement de coalition formé au printemps dernier, constitué essentiellement par le parti social-chrétien (chrétien-démocrate) et le parti socialiste.

Ces mesures tombaient alors que la colère des ouvriers grondait déjà partout et surtout dans la Fonction Publique qui représente 800 000 fonctionnaires (soit le quart de la population active du pays) dont les salaires déjà très bas (leur écart avec le reste du secteur public varie entre 10% et 20%) n'ont pas été revalorisés depuis 1974 !

Pour faire échec à une riposte qu'elle savait inévitable et dont elle redoutait le caractère massif alors même que depuis plusieurs semaines - voire plusieurs mois - d'importants mouvements revendicatifs se développaient dans des secteurs tels que les hôpitaux, les postes, chez les cheminots et les enseignants..., la bourgeoisie a pris les devants pour empêcher le développement d'une lutte d'ampleur de tout le secteur public.

Ainsi, c'est brutalement que les syndicats, surtout les deux principaux, la CSL liée au parti social-chrétien et la FGTB liée au parti socialiste, se sont démarqués de la politique gouvernementale et se sont mis tout aussi soudainement à prôner "l'unité syndicale" alors que depuis des années ils cherchaient à occuper la tête avec leurs "querelles" de chapelle.

Ainsi, c'est ensemble que les syndicats ont organisé des mascarades de luttes massives, dans la plus grande "unité" (syndicale !) à travers de vastes manifestations nationales afin de déjouer la combativité ouvrière. Déjà le 4 octobre, à l'approche de la

signature des conventions collectives dans les services publics, ils avaient rassemblé 20.000 travailleurs derrière eux. Mais c'était surtout le 7 décembre dernier où ils arrivaient à en mobiliser 60.000 pour "la défense de la Fonction Publique" que cette manœuvre parvenait à ses fins. En effet, dans ces manifestations - préparées par toute une série de débrayages et manifestations à des jours différents suivant les secteurs et les régions -, c'était un gigantesque travail de division et de dispersion de la combativité ouvrière qui était réalisé. C'était des tronçons de cortèges différents et isolés selon les branches. Par contre, et en plus de ce travail d'éparpillement, de saucissonnage de la combativité ouvrière, les syndicats mêlaient, pour ajouter au déboussolement général, au cours de ces manifestations, les ouvriers à d'autres secteurs de la Fonction publique (policiers, gendarmes, gardiens de prisons...) qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière.

Enfin, le gouvernement, dans les négociations ouvertes branche par branche, faisait quelques concessions à certaines catégories particulières de la Fonction Publique (700F pour les infirmières, augmentation des effectifs dans les postes...) alors qu'au niveau général, il proposait 1% de rattrapage salarial, une misère.

Malgré la réussite de toutes ces manœuvres de division, la colère ouvrière n'est donc pas prête de se calmer. C'est pour cela que l'on assiste encore aujourd'hui à une surenchère radicale de la part des syndicats et que, mieux encore, le PS lui-même - pourtant au gouvernement - pouvait déclarer avec effronterie et cynisme à travers la bouche d'un de ses dirigeants, Spitaëls : "S'il y a de l'argent pour le Zaïre, il y en aura aussi pour les fonctionnaires belges !"

De toute cette racaille bourgeoise qui prétend la défendre, partis de gauche et syndicats, la classe ouvrière n'a rien à attendre. Elle les connaît, elle les voit à l'œuvre et subit leurs sales coups depuis longtemps. Les suivre, rester derrière eux, c'est aller inévitablement à la défaite. La défense de ses intérêts, elle doit l'assurer elle-même.

TY

17/12/88

BILAN DE LA LUTTE DE CLASSE EN 1988

L'UNIFICATION DES LUTTES NE PEUT ETRE QUE L'OEUVRE DES OUVRIERS EUX-MEMES

Au moment où se termine l'année 88, tous les médias bourgeois se plaisent à célébrer cette année comme marquée d'une pierre blanche : elle aurait été "l'année du début du retour de la prospérité", "l'année de la paix" et autres foutaises. Pour la classe ouvrière, pour qui 88 a signifié la continuation de l'austérité, des licenciements, du chômage massif, il n'y a pas de quoi se réjouir. Au contraire, alors que les sombres perspectives d'une nouvelle accélération de la crise, longtemps écartées par la classe dominante et étouffées dans les médias à la faveur des préparatifs électoraux aux USA, refont surface, il est clair pour la classe ouvrière que les années qui s'ouvrent vont être celles d'une nouvelle aggravation de ses conditions

d'existence, d'une nouvelle accélération des attaques anti-ouvrières dans tous les pays.

Moins que jamais, dans la période qui s'ouvre, la classe ouvrière ne pourra faire l'économie de la lutte. Au contraire, il va lui falloir poursuivre et développer, encore plus massivement et avec plus de détermination, la bataille pour la défense de ses conditions de vie, contre ce système porteur d'une misère toujours plus profonde et générale. C'est pourquoi il lui faut par contre tirer le bilan de ce que 88 a apporté de son point de vue de classe à elle, c'est-à-dire sur le plan du développement de ses combats et du renforcement de ses armes de résistance à la misère capitaliste.

■ En premier lieu l'année 88 a vu la confirmation que la vague internationale de luttes ouvrières engagée depuis 83 ne connaît pas de répit. Qu'il s'agisse de mouvements d'ampleur ou d'escarmouches plus limitées qui ont fait moins parler d'elles, c'est à une multiplication de luttes qu'on a assisté et avec elles toute une acquisition d'expérience qui s'est poursuivie pour la classe ouvrière : Suède, Pologne, Allemagne de l'Ouest, Brésil, Mexique, Grande-Bretagne, France, Yougoslavie, Belgique...

D'autre part, l'année 88 a confirmé l'accélération de la confrontation entre les classes à travers le fait que les moments de pause dans la lutte de classe sont de plus en plus courts et cela, non seulement au niveau international, mais au sein de chaque pays. A peine un mouvement est retombé que la colère ouvrière rejaillit quelques semaines plus tard dans le même pays : en Suède, en janvier, puis en mai ; en Pologne, en mai et de nouveau en août ; en Grande-Bretagne, tout au long de l'année mais surtout en janvier-février, puis à nouveau en été ; en France, au printemps puis à l'automne... Cette situation révèle que de plus en plus de secteurs ouvriers rentrent dans la bataille et que les défaites partielles que subit la classe ouvrière ne pèsent plus comme une chape de plomb.

Mais surtout, encore plus significative est la grande simultanéité de la mobilisation ouvrière, la tendance à ce que ce soit des secteurs entiers et décisifs de la classe qui rentrent massivement et simultanément dans la bataille, posant concrètement la nécessité et la possibilité de leur unification.

C'est ce qu'ont montré, durant la vague de luttes en Grande-Bretagne en février, le groupe d'infirmières qui a pris contact avec les mineurs en grève, ou la grève de solidarité avec les infirmières décidée par une assemblée d'ouvriers de Ford. C'est ce même besoin qui a été très fortement exprimé dans les luttes de Chausson et de la SNECMA en France, révélant à quel point les enseignements (en particulier le danger du corporatisme) de la défaite de la SNCF commençaient à être tirés par les ouvriers en France, et où il a fallu toute l'adresse du syndicalisme de base pour saboter cette tendance et la vider de son contenu. C'est de manière particulièrement exemplaire l'appel lancé par des ouvriers en grève dans la pétrochimie à Helsingborg en Suède s'adressant à tous les ouvriers du pays pour les appeler à entrer en lutte avec eux contre les attaques du patronat suédois (cf. RI n°170-juillet-août 88).

Enfin ce qu'a confirmé l'année 88, c'est le discrédit croissant des appareils bourgeois d'encadrement des luttes ouvrières, les syndicats, s'exprimant non seulement par la perte générale de leur influence dans tous les pays, non seulement par le démarrage spontané de la mobilisation ouvrière, mais de plus en plus par le rejet ouvert des consignes syndicales : même si c'est surtout dans des pays comme la France ou l'Italie, que ce discrédit et ce rejet ouvert apparaissent le plus fort et général dans la classe, ce sont les mêmes tendances qui se sont exprimées en Grande-Bretagne, en particulier chez les infirmières et les marins.

LES DIFFICULTES A CONCRETISER LE BESOIN DE L'UNIFICATION

Cependant, si les luttes récentes témoignent d'un développement en profondeur dans la classe du besoin de l'unification de ses combats, elles attestent aussi des difficultés que rencontre la classe ouvrière pour concrétiser ce besoin. En particulier, les luttes qui se sont multipliées un peu partout cette année ont dans l'ensemble échoué à briser l'isolement, à s'étendre réellement au delà du secteur. C'est apparemment comme si, à mesure que se réunissent de manière accélérée les conditions pour que se concrétisent réellement et en grand les tendances à l'extension des luttes, à la solidarité active et à l'unification des combats de classe, celles-ci rencontraient sur leur route de nouveaux obstacles.

Cette situation signifie-t-elle que la confrontation entre les classes marque le pas ? Que l'histoire piétine ?

Il n'en est rien. Tout d'abord parce que, comme nous l'avons déjà mis en évidence à propos des luttes de 86 et 87 : "Cette difficulté à concrétiser le besoin d'unification alors que les autres carac-

téristiques des combats actuels se sont exprimées déjà de façon beaucoup plus marquée, s'explique aisément par le fait que l'unification constitue justement l'élément central des luttes de la période présente, celui qui, d'une certaine façon, contient tous les autres, qui en constitue la synthèse". (Résolution sur la situation internationale, VII^e Congrès du CCI, juillet 87).

Mais si la bataille pour l'unification est nécessairement la plus difficile pour la classe ouvrière parce qu'elle recouvre et concentre la réponse à l'ensemble des besoins vitaux de la lutte, elle l'est d'autant plus que la bourgeoisie de son côté est parfaitement consciente du danger que représente pour son ordre social et économique le développement d'une telle tendance et qu'elle fait tout pour la briser.

EN FACE, UNE BOURGEOISIE MIEUX PREPAREE.

C'est partout qu'elle s'est mise à développer beaucoup plus systématiquement qu'auparavant toute sa stratégie d'occupation du terrain social, afin d'abord de ne plus se laisser surprendre par l'explosion des luttes (comme cela avait été le cas au début de la grève de la SNCF en France et de la lutte des travailleurs de l'école en Italie, où les syndicats s'étaient trouvés en situation d'opposition ouverte à la grève) et surtout de renforcer la capacité de ses forces d'encadrement à s'adapter à la situation, à coller au maximum à la lutte, en reprenant à leur compte les besoins qu'elle exprime, pour mieux les vider de leur contenu et les retourner contre les ouvriers.

A la pointe de cette adaptation accélérée, se trouve l'offensive développée par la bourgeoisie pour contrer le discrédit de plus en plus énorme des syndicats dans les rangs ouvriers en ayant recours systématiquement, dans toutes les luttes d'importance en Europe aux formes déguisées du syndicalisme, sous la forme du "syndicalisme de base", et en particulier des "coordinations" auto-proclamées, qui ont été partout le fer de lance de l'enfermement des luttes dans le corporatisme, de l'isolement dans le secteur et l'obstacle majeur à la réelle prise en main de la lutte par les ouvriers eux-mêmes dans leurs assemblées générales : depuis la "coordinadora des dockers" espagnols, en passant par les "Cobas" montés par les gauchistes dans le secteur de l'école ou encore les "coordinati machinisti" en Italie, les "coordinations de shop-stewards" en Grande-Bretagne dans la grève des infirmières, et bien sûr jusqu'aux coordinations qui depuis deux ans ne cessent de fleurir en France dans tous les secteurs ouvriers où la colère gronde, ce déploiement de structures soi-disant extra-syndicales est devenu aujourd'hui une arme systématiquement déployée par la bourgeoisie pour donner une fausse réponse au besoin ressenti par les ouvriers de ne plus laisser la lutte entre les mains des syndicats.

Mais le niveau de préparation et de renforcement des manœuvres bourgeoises ne s'arrête pas là. Les grandes luttes de 86 et 87 ont particulièrement alerté la bourgeoisie qui a vu le risque que représente pour elle l'explosion massive de la colère ouvrière dans toute une série de secteurs en même temps à un moment où la classe ouvrière remet de plus en plus ouvertement en cause le poids du corporatisme. Face à ce danger majeur, elle a compris que sa stratégie de recours au syndicalisme de base, répondant "à chaud" à la mobilisation ouvrière, ne pouvait lui suffire. C'est pourquoi on l'a vu commencer à utiliser une tactique beaucoup plus offensive, consistant à faire éclater prématurément une lutte dans un secteur particulier pour mieux briser dans l'oeuf l'élan vers une mobilisation massive et solidaire de l'ensemble de la classe, en provoquant l'affrontement avant que n'aient mûri suffisamment au sein de la classe les conditions de cette mobilisation. Cette tactique, qui est vieille comme l'histoire de la lutte des classes et qui a de tout temps permis à la classe dominante de favoriser le déchaînement de la répression, c'est celle qui a été déployée avec ampleur en France à la rentrée, via la lutte des infirmières. Là, la bourgeoisie, non seulement avait choisi le moment, le lieu et les conditions de l'affrontement, mais avait soigneusement préparé son coup et en particulier avait pris soin -

parfaitement consciente qu'une telle manœuvre ne pourrait prendre si elle se faisait via les syndicats officiels - de mettre en place préalablement la structure d'encadrement qui serait capable de réduire au maximum les risques de débordement : "la coordination des infirmières" (cf. RI n°173 et éditorial de ce numéro). Et c'est fondamentalement la même tactique qui avait été mise en oeuvre quelques semaines auparavant en Grande-Bretagne avec la grève des postes au mois d'août. En déclenchant le mouvement dans un secteur aussi central que la poste, dans une période de l'année peu propice à l'extension des luttes, la bourgeoisie se donnait les moyens de détruire dans l'oeuf ce qui aurait pu donner un nouvel élan aux tendances déjà présentes dans les luttes de janvier-février. La manœuvre a parfaitement réussi : faire partir prématurément au combat un bataillon central du prolétariat, a permis à la bourgeoisie de se donner toutes les garanties du maintien de l'isolement et du corporatisme. Et pour monter une telle manœuvre, la bourgeoisie est prête, comme elle l'a fait avec les infirmières en France, à lâcher du lest en cédant partiellement aux revendications des postiers. C'est mille fois préférable pour elle que d'être contrainte de céder, et à une autre échelle, à la seule chose qui soit réellement capable de l'acculer : un front ouvrier solidaire, massif et uni.

Que ce soit justement en France et en Grande-Bretagne qu'on a vu à l'oeuvre le déploiement d'une telle manœuvre, n'est pas étonnant. Ce sont non seulement deux pays où, particulièrement cette année, régnait -et continue de régner- une situation explosive riche d'énormes potentialités, chose dont la bourgeoisie était parfaitement consciente, mais il s'agit de pays centraux, où la classe dominante a une expérience très importante de la confrontation avec son ennemi mortel et qui n'a fait là que donner l'exemple à ses consoeurs des autres pays européens.

* * *

L'ampleur des moyens développés par la bourgeoisie est à la mesure de la frayeur que lui inspire la classe ouvrière aujourd'hui. Derrière leur efficacité immédiate, il y a fondamentalement l'affaiblissement général et en profondeur de la capacité de la classe dominante à maintenir son ordre social. L'utilisation systématique du syndicalisme de base cache l'usure historique des principaux moyens d'encadrement, des principales armes de la bourgeoisie en terrain ouvrier que sont les syndicats. Derrière les efforts acharnés de la bourgeoisie pour ne pas laisser l'initiative du combat à la classe ouvrière, il y a l'expérience accumulée par la classe, toute la maturation qui s'est développée en son sein et qui continue à se développer dans le sens du renforcement des armes de son combat. C'est pourquoi les difficultés que rencontre et va rencontrer le prolétariat ne sont que le symptôme d'un niveau plus élevé de confrontation entre les classes. Une confrontation qui va être longue et difficile, mais c'est à travers elle que la classe ouvrière apprendra à déjouer les pièges de la bourgeoisie.

PE

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "R.I." ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTION

Nous tenons à remercier tous les lecteurs qui depuis des années nous aident financièrement pour notre presse et particulièrement le camarade B. (de P.) qui nous a fait parvenir récemment une souscription de 2000f. Nous lui en sommes d'autant plus reconnaissants qu'il s'agit-là d'un effort financier important et cela dans une période d'austérité ressentie durement par tous les ouvriers.

TOURS :

(permanence d'octobre) : Dédé : 50f ; NR : 50f ; Laurence : 20f ; Eve : 30f ; Stanley : 30f.
(permanence du 26.11) : Mallers : 32f ; Laurence : 20f ; Stanley : 25f ; Di et Nat : 50f.
(permanence du 3.12) : Stanley : 20f ; Laurence : 30f ; Di : 30f ; Nat : 50f.

TOULOUSE :

(RP du 26.11) : JL : 110f ; Ge : 20f ; Cl : 10f.

TOTAL : 2.577f

TOTAL GENERAL : 17.097,50f.

ARMENIE

C'EST LE CAPITALISME QUI EST RESPONSABLE DE L'APOCALYPSE

Des dizaines de milliers de morts (peut-être 100.000) en quelques secondes, des centaines de milliers de sans abris, des vies mutilées, ravagées à n'en plus finir : la tragédie qui a dévasté le 7 décembre l'Arménie vient éclairer une nouvelle fois d'une lumière crue l'état de décomposition dans lequel se trouve aujourd'hui le monde capitaliste. Car il ne faut pas s'y tromper, les morts et les blessés d'Arménie ne sont pas plus victimes de la "fatalité" ou des "forces incontrôlables de la nature", que ceux de la gare de Lyon à Paris le 29 juin dernier, ou ceux de la gare de Clapham Junction au Sud de Londres le 12 décembre, de même que tous ceux qui sont victimes jour après jour des dizaines de guerres qui déchirent le monde. Le véritable responsable de toutes ces tragédies, de ces souffrances humaines indicibles, c'est le système capitaliste dont la décadence s'est transformée aujourd'hui en une véritable putréfaction, putréfaction qui se révèle y compris dans la façon dont l'élan de solidarité envers les populations arméniennes a été utilisé. Voilà ce qui se cache derrière les discours hypocrites sur les "catastrophes naturelles" et sur la "solidarité humaine".

LA CATASTROPHE "NATURELLE"

Certes, on ne peut reprocher au capitalisme d'être à l'origine d'un tremblement de terre. En revanche on peut mettre à son actif le fait qu'un séisme qui ne fut pas pourtant parmi les le plus violents de ce siècle, se transforme en immense catastrophe sociale, en colossale tragédie humaine où les 55 000 morts (recensés au 15/12) ne sauraient faire oublier le dénuement total du demi million de sans abris rescapés du tremblement de terre mais non d'une société en complète déliquescence. Un tel bilan ne s'explique que socialement. Il est la conséquence directe d'un urbanisme dément aux moindres frais et aux plus hauts risques, particulièrement dans une région du monde très exposée aux secousses sismiques. Alors que l'on sait aujourd'hui parfaitement construire des bâtiments qui résistent à de telles secousses, il n'est pas "rentable" pour le capitalisme d'"offrir" à ses exploités des habitations sûres. Et plus ce système s'enfoncé dans la crise, plus il développe en conséquence ses armements, et moins il consacre de moyens pour assurer leur sécurité. Voilà pourquoi des villes entières comme Lenakan, Kirovakan, Spitak aient pu étre rasées en quelques secondes ensevelissant sous ses décombres des dizaines de milliers d'êtres humains.

L'URSS se prétend "socialiste", c'est-à-dire une société au service des travailleurs, au service des besoins humains. Après 70 ans de ce "socialisme" nous y retrouvons de façon caricaturale tous les traits les plus répugnants du capitalisme décadent, les formes les plus extrêmes de sa putréfaction. Ainsi, alors que le séisme d'Arménie était moins violent que celui qui a frappé en 85 le centre de Mexico, une ville de 20 millions d'habitants, il a été au moins deux fois plus meurtrier : les promoteurs "socialistes" méprisent encore plus la vie humaine que ceux du "Tiers Monde" ; la corruption qui leur permet de s'enrichir en revendant le ciment destiné aux programmes immobiliers dépasse même celle qui règne dans ces derniers pays. Et dans les deux cas, ce sont les bâtiments les plus récents qui ont été détruits, preuve que plus le capitalisme avance dans la maîtrise de la technique, une technique qui lui permet d'élaborer des armes toujours plus sophistiquées et meurtrières, et moins il l'utilise au service de la sécurité des populations.

Car c'est tout le capitalisme mondial qui porte en lui la barbarie et l'insécurité, et non seulement celui des pays arriérés. Ces derniers mois, la multiplication des catastrophes ferroviaires, notamment dans le réseau urbain des grandes villes des pays les plus avancés, comme la Grande-Bretagne et la France, ont démontré que l'insécurité ne menaçait pas seulement les populations dans les pays les moins développés, mais partout dans le monde et dans tous les moments de la vie. Pour le capital, il ne s'agit pas seulement de parquer les masses exploitées dans des ghettos, il faut encore les transporter des cages qu'elles habitent vers les lieux de leur exploitation. Et tant pis si certains y lais-

sent leur peau : la bourgeoisie peut toujours puiser sur la réserve des chômeurs. Ce n'est pas autre chose qu'exprime le ministre des transports britannique Channon lorsqu'il s'étonne de l'indignation provoquée par les 33 morts du 12 décembre à Londres, puisque "ce sont les premiers morts cette année dans les chemins de fer".

Ainsi, le cynisme de la bourgeoisie constitue, avec l'hypocrisie de ses gémissements sur la "fatalité", le pendant des assassinats qu'elle commet chaque jour sous couvert de "catastrophes imprévisibles". Ce sont deux aspects complémentaires d'une même barbarie du capitalisme, d'une même putréfaction de ce système.

LA "SOLIDARITE HUMAINE"

Cette même barbarie, ce cynisme, cette hypocrisie, nous les retrouvons dans la façon dont se sont organisés les secours, dont a été utilisé l'élan de solidarité qui s'est développé tant en URSS que dans le reste du monde.

A propos des secours, on ne peut même pas parler "d'organisation". C'est dans une pagaille indescriptible (où on a même pu voir deux avions transportant des secours s'écraser sur l'aéroport d'Erevan) que les survivants ont pu être dégagés des décombres et soignés. Dans certains villages, ce n'est qu'au bout d'une semaine que sont arrivés les aides : des milliers de personnes qui avaient survécu au tremblement de terre étaient mortes de gangrène, d'infection, de faim et de froid. Il est vrai qu'on manquait de camions pour transporter les équipes médicales, ces mêmes camions que l'armée "Rouge" omniprésente n'avait pas consenti à prêter, trop occupée qu'elle était à s'afficher avec arrogance pour prévenir tout "désordre" social. Cette même armée "Rouge" qui, installée près des décombres, n'acceptait qu'à contre-cœur de lever un petit doigt pour aider les survivants à rechercher les disparus et dont les blindés étaient omniprésents alors qu'on manquait cruellement de grues. Cette armée "du prolétariat" dont les officiers gras et chaudement habillés constituaient une provocation auprès des survivants affamés et grelottant de froid. Car on a même vu des milliers d'écharpes de laine envoyées de l'étranger s'enrouler autour des cous des militaires et des bureaucrates locaux, hors de portée des populations auxquelles elles étaient des-

tinées. Ainsi, l'Etat bourgeois, même et surtout lorsqu'il se proclame "socialiste", a dévoilé une nouvelle fois son vrai visage : avec l'effondrement de l'économie capitaliste, la seule chose qu'il soit encore capable "d'organiser" dans la société, c'est la répression et la terreur des exploités.

Quant à la solidarité réelle qui s'est exprimée un peu partout, notamment de la part des plus démunis qui ont fait don du peu qu'ils possédaient pour tenter de soulager les terribles souffrances de la population arménienne, elle fait d'autant plus ressortir la pourriture globale d'un système incapable d'utiliser efficacement cette solidarité pour aider les victimes, mais qui s'en est très bien servi pour défendre les petits bénéfices, les privilèges, le pouvoir et la survie de différents secteurs de la classe dominante.

C'est ainsi que l'élan de solidarité qui s'est exprimé dans l'ensemble de l'URSS a été utilisé par Gorbatchev pour renforcer son pouvoir face à la contestation nationaliste (à cette occasion, il a du se faire discret sur les obscènes manifestations de joie de certains Azeris témoignant du degré d'ignominie où peut conduire le poison nationaliste dans le capitalisme pourrissant). De même, la solidarité dans les autres pays ainsi que les équipes de sauveteurs étrangers ont servi d'arguments en faveur de la "Perestroïka" et de la "Glasnost" contre les cliques opposées au "Président-Secrétaire général".

De son côté, la bourgeoisie des pays d'Occident n'a pas été en reste au plan du cynisme dont elle a accompagné sa "solidarité". C'est ainsi que la Grande-Bretagne a royalement expédié en Arménie des oeufs retirés de la vente parce qu'infectés par la salmonelle. De même la bourgeoisie française, et en première ligne ses serviteurs du PCF, a fait des secours aux arméniens collectés dans les mairies un terrain de choix pour la préparation des prochaines élections municipales. La bourgeoisie "démocratique" ne perd jamais une occasion pour coller ses affiches électorales avec le sang des victimes des "catastrophes" et des guerres.

Voilà le monde barbare et inique que le capitalisme nous impose aujourd'hui. La tragédie d'Arménie dévoile une nouvelle fois le degré de putréfaction atteint par ce système et qui ne laisse d'autre alternative aux exploités que de le détruire avant qu'il ne détruise l'humanité.

P.M.

L'O.L.P. SE SOUMET AU BLOC U.S.

■ Le spectacle auquel nous venons d'assister ces dernières semaines (et ce n'est pas fini !) n'est même pas digne d'être qualifié de farce tellement il est grossier et cousu de fil blanc.

Après la fameuse proclamation d'un Etat palestinien à Alger, nous avons eu droit au suspense d'Arafat à l'ONU (ira, ira pas à New York ? ou à Genève ?) puis à sa série de déclarations, de discours petit-pas, à la valse-hésitation du gouvernement américain sur l'air de "je t'aime, moi non plus", jusqu'à la chute "inespérée", la "délivrance" pour le peuple palestinien (si ce n'est pour le monde arabe) et cela par la bouche du ministre Shultz : "Les USA sont préparés à ouvrir un dialogue substantiel avec l'O.L.P."

On veut nous faire le coup de la "bonne surprise" alors que tout le monde sait que des tractations en coulisse ont lieu depuis des mois entre les USA et l'O.L.P. et que le dernier "facteur" en date est le gouvernement suédois. Quant au suspense ou à la sois-disant valse-hésitation des USA, ce n'est qu'une fumisterie : la presse bourgeoise elle-même révèle qu'Arafat faisait parvenir au gouvernement américain le texte de ses fameux discours avant de les prononcer. Il ne lui restait plus qu'à les corriger en fonction des directives du "maître".

On veut nous faire croire que l'on a à faire à des "hommes de bonne volonté", "compréhensifs", "raisonnables", prêts à tout, en ces temps difficiles, pour œuvrer à la paix dans le monde. En fait de "bonne volonté", il ne s'agit-là que de sordides marchandages entre gangsters capitalistes où le plus gros, le plus puissant met au pas le petit malfrat et nous en sommes à la phase où ce dernier se prosterner pour

faire acte d'allégeance.

Oui, aujourd'hui, la bourgeoisie palestinienne n'a pas d'autre choix que d'abandonner toutes ses "prétentions historiques" et d'offrir ses modestes services au bloc US si elle veut encore obtenir quelques miettes, si elle ne veut pas disparaître. Reagan l'a clairement avertie : "Les palestiniens doivent faire correspondre leurs actes à leurs paroles. Sinon, nous reviendrons à la case de départ."

Oui, le bloc US récolte un nouveau fruit de l'offensive qu'il mène depuis plusieurs années au Moyen-Orient pour mettre au pas toutes les bourgeoisies récalcitrantes de la région. Même la bourgeoisie israélienne, pourtant bien alignée et soumise au bloc, doit aujourd'hui faire taire "sa déception" et oublier ses propres intérêts impérialistes au profit des intérêts du bloc tout entier. C'est ce qu'a compris Shimon Peres quand il déclare : "Si nous nous refermons dans notre bunker, une nouvelle réalité s'imposera à nos dépens". En gros, cela signifie : si nous ne voulons pas perdre notre place privilégiée au sein du bloc dans cette région du monde, nous avons intérêt à être raisonnables.

Quant à croire que tout ce cirque représente un pas vers la paix, c'est se bercer d'une dangereuse illusion. Tout cela ne correspond qu'au renforcement du bloc US face au bloc impérialiste russe et inévitablement n'est que source de tensions guerrières supérieures à celles que le monde connaît déjà aujourd'hui.

Pour la classe ouvrière, c'est une raison de plus pour lutter contre ce système et le détruire.

JE

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

Il y a 70 ans, la Révolution prolétarienne en Allemagne

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 20 janvier à 20h30, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :

Permanence le 14.01 de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le 20.01 à 21h à Majo, impasse Métrol, Villeurbanne, Métro République.

MARSEILLE :

Réunion publique le 27.01 à 21h au 205, rue Ste-Cécile, 13005.
Permanence le 4.01 de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry-13001.

Vente de la presse le 28.01 au marché de La Plaine, place Jean-Jaurès (5e) de 11h à 12h. et le 29.01 au marché aux Pucés de 11h à 12h.

NANTES :

Réunion publique le 14.01 à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).
Permanence le 6.01 à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 14.01 de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le 14.01 à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence les 7.01 et 4.02 à 18h, même adresse que la RP.

ROUEN :

Réunion publique le 14.01 à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 27.01 à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger-Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence le 6.01 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse le 8.01 de 11h à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

TOURS :

Permanence le 21.01 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse le 21.01 de 11h à 12h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

LENINE-LUXEMBOURG-LIEBKNECHT

(suite de la page 8)

"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire." Construire, cimenter le Parti de la révolution sera le fond de toute son oeuvre. Octobre 1917 apportera la confirmation historique de la justesse de ce principe. C'est grâce à l'existence de ce parti révolutionnaire que fut le parti bolchévik de Lénine que le prolétariat russe a pu sortir victorieux en Octobre.

C'est ensuite la position de classe contre la guerre impérialiste en 1914. Non seulement le prolétariat repousse toute défense nationale en régime capitaliste, mais il doit oeuvrer, par ses luttes de classe, à la défaite de sa propre bourgeoisie, pour le défaitisme révolutionnaire, oeuvrer par la lutte de classe révolutionnaire, par la fraternisation des soldats des deux côtés des frontières impérialistes à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, pour la révolution socialiste.

Lénine dénoncera tous les faux socialistes qui ont trahi le prolétariat pour se mettre au service de leur bourgeoisie ; il dénoncera violemment les gens qui, tout en se disant du bout des lèvres contre la guerre, hésitent à rompre avec les traîtres et les renégats. Il proclamera la nécessité de la formation d'une nouvelle Internationale et des nouveaux partis, où les traîtres et les opportunistes n'auront pas droit de cité. Enfin, il démontrera que l'époque impérialiste est la dernière période du capitalisme, la période des guerres impérialistes, et que seul le prolétariat, par la révolution, peut y mettre fin. Cette thèse de Lénine a été confirmée par l'écclatement de la révolution en Russie et ensuite en Allemagne, qui ont mis fin à la première guerre mondiale. Elle s'est à nouveau confirmée d'une façon tragique, quand les défaites de la révolution et l'écrasement physique et idéologique du prolétariat ont posé la condition de la reprise de la guerre impérialiste mondiale que fut la guerre de 1939-45. Enfin, Lénine a démontré en 1917, dans la pratique, que la transformation de la société ne peut se faire par la voie pacifique de réformes, mais nécessite la destruction violente, et de fond en comble, de l'Etat capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat contre la classe capitaliste.

La victoire de la Révolution d'Octobre, la construction de l'Internationale communiste, parti de la révolution mondiale, les thèses fondamentales de l'Internationale communiste sont le couronnement de l'oeuvre de Lénine et le point culminant, la position la plus avancée atteinte par le prolétariat dans la période précédente.

La mort de Lénine coïncide avec le reflux de la révolution et les défaites du prolétariat. Dans cette période de recul, l'absence de Lénine, ce chef génial, a pesé lourdement sur le mouvement révolutionnaire. L'oeuvre si riche de Lénine n'est pas exempte d'erreurs et de lacunes. C'est aux révolutionnaires aujourd'hui qu'il appartient de corriger et de dépasser les erreurs historiques du prolétariat. Mais Lénine, par son oeuvre et son action, a fait faire un pas de géant et décisif sur le chemin de la révolution, et restera, à ce titre, un guide immortel du prolétariat.

ROSA LUXEMBOURG ET KARL LIEBKNECHT : MAGNIFIQUES FIGURES DU PROLETARIAT MONDIAL

L'oeuvre de Rosa Luxembourg est encore, aujourd'hui, profondément ignorée, non seulement des larges masses, mais même des militants avertis.

L'apport de Rosa dans la théorie marxiste fait d'elle l'élève et la continuatrice la plus brillante et la plus profonde de Karl Marx.

Son analyse de l'évolution de l'économie capitaliste donne la seule explication scientifique de la crise ultime et permanente du capitalisme. Il est impossible d'aborder sérieusement l'étude de notre époque de l'impérialisme, de l'inéluctabilité de la crise économique et des guerres impérialistes, sans se baser sur l'analyse pénétrante de Rosa. En donnant une solution scientifique aux problèmes de la reproduction élargie et de l'accumulation du capital qui se trouvaient inachevés chez Marx, Rosa a dégagé le socialisme d'une impasse pour le placer dans sa nécessité objective.

Mais Rosa Luxembourg ne fut pas seulement une grande théoricienne et une économiste érudite, elle fut avant tout une combattante révolutionnaire.

Chef incontestée de la gauche de la social-démocratie allemande, elle a, de bonne heure, dénoncé l'enlissement opportuniste de la IIe Internationale. A la tête de la gauche, avec son compagnon d'armes, Karl Liebknecht, elle rompt, durant la guerre de 14-18, avec la social-démocratie de trahison au service de la bourgeoisie et de Guillaume II.

Des années de prison pour son action contre la guerre n'ont pas calmé son ardeur. Sortie de prison,

elle organise le Spartakusbund et engage la lutte pour la révolution socialiste en Allemagne. Sur bien des points, l'histoire a confirmé la justesse des positions de Rosa en opposition avec Lénine, et notamment sur la question nationale et coloniale, où Rosa dénonçait l'erreur de la position de la libération nationale et du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" qui, étant d'essence bourgeoise et historiquement réactionnaires, ne peuvent que détourner le prolétariat des petits pays opprimés de son terrain de classe et renforcer de ce fait le capitalisme international.

Les événements dans les pays baltes, la révolution nationale turque, comme toute une série de révolutions "nationales", et la Chine en 1927, devaient expérimentalement donner une confirmation tragique aux avertissements de Rosa.

Les nouveaux partis que le prolétariat doit construire aujourd'hui ne peuvent présenter un pas en avant qu'en reprenant la thèse fondamentale de Rosa sur la question nationale, et en l'approfondissant. Certaines autres critiques, et certains avertissements de Rosa à la révolution russe, concernant la liberté et la violence dans la révolution, doivent servir de matériaux, conjointement avec l'expérience ultérieure de la Russie, à l'établissement du nouveau programme des partis de classe.

L'oeuvre extrêmement riche de Rosa doit être l'objet d'une étude particulièrement attentive des révolutionnaires d'aujourd'hui. Il faut rompre avec l'ignorance scandaleuse et inadmissible. Par exemple, nous citerons ce fait surprenant de la plate-forme du nouveau parti communiste internationaliste d'Italie, qui se réfère sur la question de l'impérialisme au livre de Lénine et ne mentionne même pas l'oeuvre, fondamentale sur ce point, de Rosa.

Karl Liebknecht est l'autre chef de la révolution allemande de 1919. Il est la figure la plus remarquable de tribune révolutionnaire.

Député au Reichstag, il rompt la discipline du groupe parlementaire et prononce du haut de la tribune du Parlement le réquisitoire contre la guerre impérialiste.

"L'ennemi est dans notre propre pays", proclamera sans cesse Liebknecht, et il appellera les ouvriers et les soldats à la fraternisation et à la révolte. Son souffle ardent galvanisera les énergies révolutionnaires, et la révolution en 1918 le trouvera avec Rosa Luxembourg à la tête des masses prolétaires à l'extrême pointe de la bataille.

EN ASSASSINANT KARL ET ROSA, EN MOMIFIANT LENINE, LA BOURGEOISIE N'A PU QUE RETARDER SON PROPRE ANEANTISSEMENT

La social-démocratie allemande, pour sauver le capitalisme de la menace de la révolution, déchaînera la plus sanglante répression contre le prolétariat. Mais le massacre de dizaines de milliers de prolétaires ne lui suffira pas. Tant que Rosa et Liebknecht sont en vie, elle ne se sentira pas rassurée. Aussi c'est eux qu'elle cherche, qu'elle vise et qu'elle finit par atteindre, en les faisant assassiner par sa police, lors d'un transfert de prison. Hitler n'avait rien inventé ; Noske, ministre socialiste et chien sanglant de la bourgeoisie, lui a donné la première leçon, et lui a ouvert la voie tout comme Staline lui a appris la manière de transformer des millions d'ouvriers et paysans en prisonniers politiques, ainsi que le massacre en masse des révolutionnaires.

L'assassinat de Rosa et de Karl devait décapiter la révolution allemande et la révolution mondiale pour des années. L'absence de ces chefs fut un handicap terrible pour le mouvement ouvrier international et l'Internationale communiste.

Mais le capitalisme peut assassiner les chefs de la révolution, il peut momentanément fêter sa victoire sur le prolétariat en le jetant dans des guerres impérialistes nouvelles. Il ne peut toutefois résoudre les contradictions de son régime qui le précipitent dans les gouffres de la destruction généralisée.

Lénine, Karl et Rosa sont morts, mais leur enseignement reste vivant. Ils restent le symbole de la lutte à mort contre le capitalisme et la guerre, par la seule voie qui s'offre à l'humanité, par la révolution prolétarienne.

C'est en suivant leur trace, en continuant leur oeuvre, en s'inspirant de leur exemple et de leur enseignement, que le prolétariat international fera triompher la cause pour laquelle ils sont tombés : la cause du PROLETARIAT et du SOCIALISME.

"L'ETINCELLE" (janvier-février 1946)

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux nous

seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous soient envoyés.

LISEZ LE LIVRE DE P. HEMPEL :

"MAI 68 ET LA QUESTION DE LA REVOLUTION"

Disponible à notre boîte postale :
60F + 10F pour frais d'envoi

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés :
ISSN 0336 464 X

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIV, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 1 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 STOCKHOLM SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WC1N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)

15F + 3F pour frais d'envoi

LA DECADENCE DU CAPITALISME

15F + 3F pour frais d'envoi

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE :

Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933

13F + 5F pour frais d'envoi

SUR LA REVOLUTION Russe

15F + 3F pour frais d'envoi

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE BP 581 75027 PARIS CEDEX 01 FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
France : 100F ; Etranger : 100F ; Par Avion : 120F

ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la Revue Internationale :

France : 75F ; Etranger : 75F ; Par Avion : 90F

ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :

France : 170F ; Etranger : 170F ; Par Avion : 210F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal à :

R.I. CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :

- Journal RI :

abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.

- Revue Internationale :

abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

Lénine - Luxembourg - Liebknecht

Nous reproduisons ci-dessous un article paru dans le n°10 de "L'Étincelle", organe de la Gauche Communiste de France (GCF) en janvier 1946. Cet article représente un intérêt à bien des égards et avant tout celui de la continuité de la pensée et des prises de position qui nous lient à tout le mouvement révolutionnaire prolétarien des générations passées.

L'"Étincelle" commence à paraître en pleine boucherie impérialiste de la 2ème guerre mondiale. C'est une publication illégale, qui porte en tête l'indication "Bulletin intérieur. Vente extérieure interdite". Cela veut dire qu'en aucune façon le journal ne pouvait être vendu dans un kiosque ou dans une librairie. Seule la vente illégale, clandestine, de la main à la main, pouvait assurer sa diffusion. De même, il ne portait aucune mention (et pour cause) de l'imprimeur et le papier même du journal devait être trouvé au marché noir à un prix forcément beaucoup plus élevé.

C'est dans ces conditions qu'un petit noyau de militants révolutionnaires, au risque de leur vie, combattaient, à l'exemple de leurs aînés dans la 1ère guerre mondiale, cette boucherie impérialiste et toutes les forces politiques qui poussaient les ouvriers à servir de chair à canons au nom de la "défense nationale", de l'"anti-fascisme" ou encore de la "défense de l'Etat socialiste russe". Le danger des forces de répression de l'Etat, que ce soit celui de Vichy, de l'Occupation allemande et de sa Gestapo ou celui de la "Libération" était grand et constamment présent. Mais le plus grand danger venait encore de ce parti abject qui se nommait (et se nomme toujours) le PCF. On connaît le chauvinisme propagé par les partis socialistes lors de la 1ère guerre mondiale, mais celui des PC stalinisés dans la 2ème guerre mondiale battait tous les records. Jamais l'histoire n'a connu un tel déchaînement de chauvinisme allant jusqu'à inciter aux pires pogroms, même à titre individuel, et cela au nom de Lénine et du communisme ! Aucun parti n'a osé aller jusqu'à cette ignominie consistant à proclamer à la "Libération" : "à chacun son boche !".

Il n'y a pas pire canaille qu'un parti, autrefois ouvrier, devenu renégat et traître, ayant passé corps et âme à l'ennemi de classe - la bourgeoisie. L'histoire nous montre qu'un parti de la classe dominante ne peut jamais passer du côté du prolétariat. Par contre, nombreux sont les exemples de partis ou-

vriers passés du côté de la bourgeoisie, cherchant à s'intégrer et à bénéficier de l'ordre existant et vendant leur droit d'ainesse pour un plat de lentilles. Pour le prolétariat, il n'y a pas pires ennemis que ces partis traîtres car plus hypocrites, couvrant leur corps de loup d'une peau de mouton.

La 1ère guerre mondiale et l'immédiat après-guerre nous ont donné l'exemple de la social-démocratie, de ses Ebert-Scheidemann et Noske, bourreaux des ouvriers allemands, assassins de chefs révolutionnaires aussi remarquables que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. La contre-révolution stalinienne en Russie, dépassant de loin en abjection la social-démocratie, devait massacrer par millions des ouvriers et des paysans dans les camps de concentration et exterminer tous les révolutionnaires restés fidèles à la Révolution d'Octobre. Dans les pays d'Europe occidentale, les partis dits "communistes" devaient montrer leur capacité à être les meilleurs sergents recruteurs de la bourgeoisie, poussant les ouvriers dans la guerre et déchaînant un chauvinisme immonde à la fin de celle-ci.

C'est contre ces trahisons, contre ces infâmies, pour dénoncer et démasquer ces nationalistes chauvins de la pire espèce, déguisés en communistes, que "L'Étincelle" évoquait les grandes figures révolutionnaires et leur lutte contre les traîtres durant la 1ère guerre mondiale pour lever fermement le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

Le PCF, après avoir eu l'honneur, au lendemain de la guerre, d'accéder à plusieurs postes ministériels dans le gouvernement de De Gaulle, après avoir même vu son Secrétaire général - ce fils de... "du Peuple", comme il aimait s'appeler pour donner suite au nom de "petit père du peuple" de Staline - occuper le poste de vice-président du Conseil des ministres, après avoir participé encore récemment au gouvernement de l'austérité avec les socialistes, se prétend être, dans l'opposition aujourd'hui, le défenseur de la classe ouvrière.

C'est pour rétablir la vérité sur la nature bourgeoise du PCF et démasquer son nouveau déguisement de "radicalisme" que nous republions aujourd'hui cet article à l'occasion de l'anniversaire de la mort de ces trois grandes figures du mouvement ouvrier que furent Lénine, Luxembourg et Liebknecht.

MC

■ C'est dans un moment particulièrement tourmenté où la classe ouvrière dans tous les pays est plongée dans la plus noire misère, où l'humanité, à peine sortie de six années de la plus atroce boucherie, voit se préciser la menace d'une troisième édition de la guerre à la préparation de laquelle tous les Etats capitalistes participent fébrilement, où les faibles réactions de classe du prolétariat sont inexorablement et préventivement anéanties par le capitalisme se servant de sa force militaire monstrueuse, où sont déviées, dénaturées, détournées avec l'aide des soi-disant partis "ouvriers", au service du capitalisme, que les révolutionnaires commémorent aujourd'hui l'anniversaire de la mort de ces trois figures des plus nobles du mouvement ouvrier.

Evoker ces trois figures, leur vie, leur œuvre, leur lutte, c'est évoquer l'histoire et l'expérience de la lutte internationale du prolétariat durant le premier quart du XXe siècle. Jamais vies d'hommes furent moins privées, moins personnelles, plus entièrement liées à la cause de l'émancipation révolutionnaire de la classe des opprimés, que les vies de ces trois figures des plus nobles du mouvement ouvrier.

LE PROLETARIAT N'A PAS BESOIN D'IDOLÊS, L'OEUVRE DES GRANDS REVOLUTIONNAIRES EST UN ENCOURAGEMENT A SON COMBAT

Plus que toute autre classe dans l'histoire, le prolétariat est riche en belles figures révolutionnaires, en militants dévoués, en lutteurs infatigables, en martyrs, en penseurs et hommes d'action. Cela est dû au fait que, contrairement aux autres classes révolutionnaires dans l'histoire, qui ne luttèrent contre les classes réactionnaires que pour substituer leur propre domination et l'asservissement de la société à leurs propres intérêts égoïstes de classe privilégiée, le prolétariat, lui, n'a pas de privilèges à conquérir. Son émancipation est l'émancipation de tous les opprimés et de toutes les oppressions, sa mission est celle de la libération de l'humanité entière, de toutes les inégalités et injustices sociales, de toute exploitation de l'homme par l'homme, de toutes les servitudes : économique, politique et sociale.

C'est en détruisant révolutionnairement la société capitaliste et son Etat, en construisant la société socialiste sans classes, que le prolétariat, rem-

plissant sa mission historique, ouvrira une nouvelle ère de l'histoire humaine, l'ère de la véritable liberté et de l'épanouissement de toutes les facultés de l'homme. Aussi, dans la période de déclin du capitalisme, seul le prolétariat et sa lutte émancipatrice offrent un terrain historique où s'exprime tout ce qu'il y a de progressif dans la pensée, dans les aspirations, dans l'idéal et dans tous les domaines de l'activité humaine. C'est dans cette lutte libératrice du prolétariat que l'histoire a placé la source vivifiante des plus hautes qualités morales humaines : désintéressement, abnégation, dévouement absolu à la cause collective, courage. Mais on peut affirmer, sans crainte de tomber dans l'idolâtrie, qu'à ce jour, hormis peut-être les fondateurs du socialisme scientifique, le prolétariat n'a pas trouvé de meilleurs représentants, de guides plus grands, de figures plus nobles, pour symboliser son idéal et sa lutte, que ceux de Lénine, Luxembourg et Liebknecht.

Le prolétariat n'a ni dieux, ni idoles. L'idolâtrie est le propre d'un état arriéré et primitif des hommes. C'est aussi une arme pour la conservation des classes réactionnaires, pour l'abrutissement des masses. Rien n'est plus funeste à la lutte révolutionnaire du prolétariat que la tendance qu'on essaie de lui imprimer au fétichisme et à l'idolâtrie.

Le prolétariat, pour vaincre, a besoin d'une conscience toujours plus grande, plus aiguë, de la réalité et de son devenir. Ce n'est pas dans une mystique, aussi noble que soit la cause, qu'il peut puiser la force de marcher en avant et accomplir sa mission révolutionnaire, mais uniquement dans une conscience critique extraite de l'étude scientifique et de l'expérience vivante de ses luttes passées. La commémoration de la mort de Lénine, Luxembourg et Liebknecht, ne peut jamais être pour les révolutionnaires un acte religieux. S'il est vrai que les hommes qui sont les chefs symbolisent l'idéal de la classe, il est encore plus exact de dire qu'ils personnifient la conscience de classe à un moment donné de l'histoire et cristallisent le plus parfaitement l'expérience d'une étape parcourue de la lutte de cette classe.

Le prolétariat, pour poursuivre sa lutte, a sans cesse besoin d'étudier son propre passé, afin d'assimiler l'expérience, de prendre conscience d'elle, de s'appuyer sur l'acquis historique et aussi pour dépasser les erreurs inévitables, corriger par la critique les fautes commises, renforcer

ses positions politiques par la prise de conscience des insuffisances et lacunes en complétant son programme, et enfin pour résoudre les problèmes dont la solution est restée inachevée hier.

Pour les marxistes révolutionnaires qui répugnent à l'idolâtrie et au dogmatisme religieux, commémorer les trois L, c'est puiser dans leur œuvre et dans leur vie, leur expérience, les éléments pour la continuité de la lutte et l'enrichissement du programme de la révolution socialiste. Cette tâche est à la base de l'existence et de l'activité des fractions de la Gauche communiste internationale.

CONTRE LES FALSIFICATIONS DU STALINISME : LES VERITABLES ENSEIGNEMENTS DE LENINE

Il n'y a pas d'exemple plus révoltant de déformation, de falsification plus éhontée d'une œuvre d'un révolutionnaire, que celui que la bourgeoisie a fait de l'œuvre de Lénine. Après l'avoir pourchassé, calomnié, poursuivi d'une haine implacable durant toute sa vie, la bourgeoisie mondiale, pour mieux duper le prolétariat, a fabriqué un faux Lénine à son usage.

On se sert de son cadavre pour rendre inoffensifs son enseignement et son œuvre. On se sert de Lénine mort pour tuer le Lénine vivant.

Le stalinisme, meilleur agent du capitalisme mondial, s'est servi du nom de ce chef de la Révolution d'Octobre pour accomplir la contre-révolution capitaliste en Russie. C'est en citant Lénine qu'ils ont massacré tous ses compagnons de lutte. Pour entraîner les ouvriers russes et du monde dans le massacre impérialiste, ils présentent un Lénine, "héros national russe", partisan de la "défense nationale".

L'action de Lénine, qui fut un ennemi acharné de chaque instant du capitalisme russe et mondial et de tous les renégats passés au service du capitalisme, ne peut être retracée dans le cadre d'un article. Son œuvre trouve sa plus haute expression dans les trois points suivants qui se situent à l'aube, à la maturité et à la fin de sa vie.

C'est d'abord la notion du parti qu'il donne en 1902 dans "Que faire?". Sans parti politique révolutionnaire, enseigne-t-il, le prolétariat ne peut ni faire la révolution, ni prendre conscience de la nécessité de la révolution. Le parti, c'est le laboratoire où se fait la fermentation idéologique de la classe.

(SUITE PAGE 7)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la **dictature du prolétariat** à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont **partout** des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "lutes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.